

Prise de parole CGT / FSU/ FO de l'Ain du 5 octobre 2021

La période estivale n'a pas été clémente pour les populations, notamment pour les travailleurs et les travailleuses. Le monde du capital ne laisse décidément aucun répit au monde du travail.

Les prix de l'énergie, de l'essence, du logement, des produits de premières nécessités ont continué d'augmenter. Pas les salaires, ni les pensions, ni les minima sociaux.

Plutôt que de permettre l'égalité d'accès à la vaccination et donc la levée des brevets, plutôt que de donner des moyens plus importants pour la santé publique, plutôt que d'agir pour la réduction des inégalités et la solidarité internationale, E. Macron continue de cibler les salariés et tente de les diviser.

La période estivale devait être, d'après le gouvernement, une période de répit pour les soignants. Mais beaucoup ont été rappelés durant leurs congés pour, dans le même temps, les stigmatiser comme transmetteurs du virus Covid. Un comble pour celle et ceux qui étaient applaudis comme les héros de la nation il y a un an face à la pandémie.

Nous portons la conviction que les progrès de la science doivent servir le bien commun. La médecine et la vaccination font parties de ces avancées. Les soignants qui les font vivre au quotidien doivent être reconnus à juste titre et bénéficier d'une véritable politique de santé publique.

L'obligation vaccinale et la mise en place du passe-sanitaire marquent une nouvelle régression du droit du travail. Ainsi de nombreux salariés subissent actuellement ou sont menacés de la suspension de leur

contrat de travail et de leur salaire. Quel salarié peut vivre sans salaire ? Depuis quand attaquer le Code du Travail aide à lutter contre des virus ? Ces mesures constituent une entrave au droit d'exercer son métier et ouvre une boîte de pandore en donnant le droit à un employeur de contrôler l'état de santé du salarié, rôle qui était jusqu'à présent du seul ressort de la médecine du travail.



En parallèle, le grand patronat se porte pour le mieux avec une distribution de l'argent public aux entreprises sans exiger aucune contrepartie en matière de création ou même de maintien d'emplois, d'amélioration des conditions de travail ou de contrôle du versement des dividendes ou des rémunérations des dirigeants.

L'éclaircie aura été, sans doute, l'annonce à bas bruit, du gouvernement de son renoncement à son projet « Hercule » de démantèlement d'EDF. Une victoire pour les énergéticiens qui font vivre tous les jours ce service public et un soulagement pour les usagers. Mais, pour combien de temps ?

Dans la métallurgie, les velléités patronales s'expriment contre les grilles conventionnelles de rémunération. Un danger social qui concerne tous les salariés

de tous les secteurs qui voudraient voir leur diplôme et expérience professionnelle reconnus. Ces choix, basés uniquement sur la rentabilité financière et l'austérité, sont bien la cause des maux de notre société. Ces politiques libérales détruisent les droits sociaux pour alimenter les dividendes des actionnaires qui ne se sont jamais aussi bien portés dans la période.



L'abandon de la réforme de l'assurance chômage et celle des retraites, la revalorisation des salaires, l'emploi, les conditions de travail, notre protection sociale, le besoin d'une reconquête des services publics et d'une certaine autonomie industrielle sont les priorités de la période. La vie des gens, leur quotidien sont conditionnés aux réalités qui touchent à ces questions.

L'avenir comme l'insertion professionnelle des jeunes est un sujet majeur qui n'est pas traité à la hauteur des enjeux pour l'avenir de notre société. Le chômage des jeunes a bondi de 16% au dernier trimestre 2020 et reste en augmentation en 2021. Le nombre de jeunes sans solution d'emploi ni de formation atteint 1 million 500 mille en 2020 soit presque 13% des jeunes de 15 à 29 ans selon l'INSEE. Le président et le gouvernement prétendent mettre en œuvre de grands plans d'investissement pour les jeunes. Les 2 milliards ajoutés récemment aux 7 milliards du « plan 1 jeune 1 solution » ont été décidés sans concertation et sans évaluation des politiques menées. Il en va de même pour

l'apprentissage sans aucun regard sur la qualité des formations alors que les lycées professionnels publics ont perdu 1000 postes sur la période. C'est l'équivalent de 20 lycées professionnels rayés de la carte. Le gouvernement instrumentalise ce sujet sérieux pour distribuer de l'argent public sans conditions aux entreprises. Et ce sont les plus grosses entreprises qui en profitent le plus : pour empêcher les primes à l'embauche ou à l'apprentissage, elles licencient et recrutent des jeunes sur des contrats courts et précaires. La véritable solution consiste à revaloriser les conditions de travail et les salaires des métiers concernés, de revaloriser les formations professionnelles publiques qui conduisent à ces métiers. Or aujourd'hui les choix du gouvernement consistent à distribuer de l'argent public pour permettre au secteur privé de faire baisser le coût du travail !

Il faut mettre un terme aux financements publics des formations qui n'ont que le nom et ne servent en réalité qu'à offrir de la main d'œuvre gratuite ou presque aux entreprises.

Nous dénonçons le fait que quasiment rien ne soit fléché vers les services publics sur les milliards dépensés dans le cadre des plans de relance. Lutter contre le chômage des jeunes nécessiterait aussi de recruter dans tous les métiers des 3 versants de la fonction publique.

Cet été, les graves épisodes climatiques (inondations, incendies...) ont illustré, en temps réel, les nouvelles alertes des scientifiques spécialistes du climat (rapport du GIEC). Il faut que chacun ait conscience que nous sommes engagés dans une course de vitesse pour sauver notre planète et les générations futures. Or,

l'humanité et les écosystèmes ne pourront pas survivre avec nos modes de production et de consommation actuels qui ne génèrent qu'inégalités sociales et destructions environnementales.



Ainsi, soit nous continuons à accélérer vers le mur libéral, soit nous gagnons une autre répartition des richesses permettant de répondre aux besoins de la population tout en améliorant les conditions des salariés et en préservant notre environnement.

C'est pourquoi nous manifestons aujourd'hui pour exiger :

- ☐ L'augmentation des salaires,
- ☐ L'abandon définitif des contre-réformes des retraites et de l'assurance chômage,
- ☐ Un vrai travail avec un vrai salaire pour toutes et tous et l'égalité professionnelle femmes/hommes ;
- ☐ La conditionnalité des aides publiques selon des normes sociales et environnementales permettant de préserver et de créer des emplois ;
- ☐ L'arrêt des licenciements et la fin des dérogations au Code du travail et garanties collectives ;
- ☐ Un coup d'arrêt à la précarisation de l'emploi et à la précarité des jeunes en formation et une réforme ambitieuse des bourses ;
- ☐ Une protection sociale de haut niveau ;

☐ La fin des fermetures de services, des suppressions d'emplois, du démantèlement et des privatisations dans les services publics et la fonction publique et le renforcement de leurs moyens ;

☐ Le rétablissement de tous les droits et libertés pour la jeunesse comme pour le monde du travail.

Merci à tous

